

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

25 novembre 2011

Faits saillants

1. En République populaire démocratique de Corée, si l'on inclue les estimations concernant les récoltes de la campagne principale de 2011 et les prévisions relatives aux récoltes du début de campagne 2012, le volume de denrées alimentaires de base produit par les coopératives agricoles, par les parcelles individuelles sur les terrains en pente et par les jardins potagers devrait se monter au total à un peu moins de 5,5 millions de tonnes en 2011/2012. Ce chiffre représente une augmentation d'environ 8,5 pour cent par rapport à la production révisée de 2010/11, proche de la normale, due à l'augmentation des superficies ensemencées et à la progression des rendements. Après conversion du paddy en riz usiné et du soja en équivalent céréales, la production totale s'élève à 4,66 millions de tonnes.
2. L'augmentation de la production tient essentiellement à la plus grande disponibilité des engrais (avec une hausse de quelque 50 pour cent par rapport à l'année dernière), du diesel et de l'électricité, en dépit de conditions météorologiques défavorables. Les inondations de juillet/août ont pesé sur les récoltes de riz paddy et les typhons qui ont suivi ont eu un impact particulièrement marqué sur les récoltes de maïs, principalement dans les provinces de Hwanghae Nord et de Hwanghae Sud, toutes deux grandes productrices de céréales.
3. La production de soja a progressé cette année pour s'établir à 254 000 tonnes (294 000 tonnes en équivalent céréales), soit une hausse d'environ 60 pour cent par rapport aux faibles niveaux de l'année dernière. Cependant, comme les légumineuses sont globalement peu adaptées, les efforts devraient se poursuivre pour augmenter la teneur en protéine du régime alimentaire.
4. Les mauvaises récoltes rentrées cette année pour les premières cultures ont entraîné un déficit de semences de blé, d'orge et de pommes de terre pour les cultures d'hiver et de printemps de 2012.
5. La Mission estime que les besoins d'utilisation s'établissent au total à 5,40 millions de tonnes en équivalent céréales (riz en équivalent usiné), et qu'il faudrait donc importer 739 000 tonnes pour la campagne commerciale 2011/12 (novembre/octobre), chiffre inférieur de 347 000 tonnes à l'estimation de 2010/11 (1,086 million de tonnes) établie par la mission d'évaluation rapide de la sécurité alimentaire. Selon le Ministère de l'administration et des achats alimentaires, il est prévu d'importer par voie commerciale 325 000 tonnes pour la prochaine campagne commerciale. Ainsi, la mission estime que le déficit vivrier non couvert pour la campagne commerciale 2011/12 s'élèvera à 414 000 tonnes.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE,
ROME



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

6. De mai à septembre 2011, la plupart de la population de la RPDC a souffert d'une privation prolongée de nourriture. La ration de céréales du système de distribution publique a, en effet, été ramenée à 200 grammes ou moins par personne et par jour, ce qui ne représente qu'un tiers des besoins énergétiques quotidiens minimaux. Les importations commerciales, l'assistance bilatérale et les premières récoltes n'ont pas suffi à couvrir les besoins céréaliers. Les ménages urbains tributaires du système de distribution publique ont donc été contraints de se procurer une part importante de leur alimentation auprès des membres de leur famille vivant à la campagne, en cueillant des produits sauvages et/ou en exploitant les mécanismes informels de marché.
7. Les responsables de santé interrogés ont indiqué que, dans les services de pédiatrie, les admissions d'enfants mal nourris ont augmenté de 50 à 100 pour cent par rapport à l'année précédente et que le nombre d'enfants présentant un faible poids de naissance a beaucoup progressé. L'équipe a également observé plusieurs cas d'œdème. L'insuffisance de l'apport alimentaire a incontestablement aggravé la situation sanitaire et nutritionnelle des groupes vulnérables.
8. La mission recommande que 120 000 tonnes (équivalent céréales) d'aliments composés enrichis, de biscuits enrichis et d'autres denrées riches en protéines soient distribuées aux 3 millions de personnes vulnérables vivant dans les cinq provinces où l'insécurité alimentaire est la plus aiguë (Ryanggang, Chagang, Nord Hamgyong, Sud Hamgyong et Kangwon) ainsi que dans les comtés en déficit vivrier des quatre autres provinces de Nord Pyongan, Sud Pyongan, Nord Hwanghae et Sud Hwanghae. L'existence d'un dispositif complet de contrôle et de notification demeure essentielle pour s'assurer de l'efficacité et de l'efficience de l'aide fournie.
9. Les importations commerciales qui sont prévues et l'aide alimentaire recommandée ne couvrent pas totalement les besoins, un déficit de 294 000 tonnes de céréales restant à couvrir (414 000 tonnes de déficit national non couvert moins 120 000 tonnes d'aide alimentaire recommandée). La Mission souligne combien il est important de combler ce déficit afin de s'assurer qu'un volume adéquat d'aliments soit disponible via de nouvelles importations réalisées par le gouvernement avec l'aide des institutions internationales et des donateurs bilatéraux.
10. La mission craint qu'une autre année de privations alimentaires prolongées n'ait une grave incidence sur la situation sanitaire et nutritionnelle de la population et recommande de déployer une série d'interventions nutritionnelles fondées sur l'alimentation afin de combler le déficit de protéines et de graisses dans le régime des jeunes enfants, des femmes enceintes et allaitantes et des personnes âgées.
11. Afin d'améliorer la sécurité alimentaire à court et moyen terme, la mission recommande également qu'un appui soit fourni aux niveaux national et international dans les domaines suivants: i) intrants, en particulier bâches de plastique et semences pour les premières cultures de blé, d'orge et de pomme de terre, ii) agriculture de conservation et iii) aide générale à la production des jardins potagers privés.

APERÇU GÉNÉRAL

Une Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire s'est rendue en RPDC à la demande du gouvernement du 3 au 17 octobre, afin d'estimer les récoltes de la campagne principale de 2011, d'établir des prévisions concernant le volume des récoltes d'hiver et de printemps de 2012, d'évaluer les besoins d'importations céréaliers pour la campagne commerciale 2011/12 (novembre/octobre), d'évaluer la situation des ménages sur le plan de la sécurité alimentaire et d'estimer l'aide alimentaire nécessaire.

Compte tenu de l'importance de la zone géographique couverte durant les dix jours de la mission, quatre (4) équipes ont été constituées pour pouvoir passer suffisamment de temps dans chaque province. Les membres de la Mission représentaient un large éventail de compétences et de points de vue sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Des membres du personnel international du PAM parlant le coréen ont accompagné les équipes sur le terrain. Des experts mis à disposition par les donateurs ont également participé à la mission en qualité d'observateurs.

La Mission s'est rendue dans 29 comtés et villes situés dans l'ensemble des neuf provinces agricoles et représentant une grande diversité de situations sur les plans de la contribution à la production alimentaire (faible, moyenne, forte), de l'importance des chocs subis et des taux de sous-alimentation. Les provinces et comtés visités sont les suivants: Ryanggang (comtés de Paekam et de Pochon, ville de Hyesan); Nord Hamgyong (comtés de Yonsa et de Puryong, ville de Kimchaek); Sud Hamgyong (comtés de Pukchong, Yonggwang et Hamju, ville de Hamhung); Kangwon (comtés de Pobdong, Chonnae et d'Anbyon); Chagang (comté de Tongsin, ville de Huichon); Nord Pyongan (comtés de Gujang et d'Unjon; ville de Sinuiju); Sud Pyongan (comtés de Bukchang et de Mundok; ville de Tokchon); Nord Hwanghae (comtés de Yonsan, Koksan, Singye et Rinsan); et Sud Hwanghae (comtés de Samchon, Chongdan, Yonsan et Paechon). La Mission n'a pas effectué de visites de terrain dans les deux provinces urbaines restantes des villes de Pyongyang et de Nampho.

Le Gouvernement a communiqué à la Mission des chiffres officiels concernant la superficie cultivée et la production, ainsi que d'autres données pertinentes, notamment sur les importations céréalières et l'aide alimentaire bilatérale, la démographie de chaque comté, les rations et les transferts alimentaires du système de distribution publique ainsi que sur la météorologie. La Mission a passé en revue ces estimations et, lorsque nécessaire, les a ajustées à la lumière d'entretiens avec des fonctionnaires et des responsables des coopératives agricoles, d'observation des cultures sur pied et engrangées, et d'une évaluation des données sur la pluviosité et la végétation obtenues par télédétection.

La Mission a rencontré des fonctionnaires de l'administration centrale, des provinces et des comtés ainsi que des ménages urbains et ruraux dans les provinces retenues et s'est rendue dans des coopératives agricoles. Elle a également rencontré le personnel des crèches, des services pédiatriques des hôpitaux, des centres de distribution publique et des centres de stockage de céréales de certains comtés. Elle s'est entretenue avec le personnel des organismes des Nations Unies et des ONG (unités d'appui de l'Union européenne), des missions diplomatiques et de la Direction suisse du développement et de la coopération.

Pour la première fois, la mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires a pu se rendre sur les marchés journaliers en plus des marchés de producteurs et des magasins publics. Même si elle n'a pu observer directement le système de distribution publique que dans un seul centre, elle s'est rendue dans plusieurs centres de distribution publique et dans divers entrepôts de comté. Dans ces derniers, le niveau des stocks était très bas. Les responsables des comtés ont expliqué que les stocks provenaient de donations bilatérales, d'importations commerciales et des récentes récoltes de maïs et de pommes de terre.

Le scénario de l'an dernier s'est reproduit cette année et il a même été plus fâcheux. Une fois de plus, le Ministère de l'agriculture avait anticipé une forte hausse de la production par rapport à 2010, la fourniture d'intrants agricoles s'étant globalement améliorée, mais un enchaînement d'événements climatiques extrêmes est venu annuler en partie ces perspectives de hausse.

L'hiver a été long et très rigoureux – dans le sud du pays, les températures sont restées inférieures à zéro pendant 40 jours et la couche de protection neigeuse s'est révélée faible – et le printemps a été marqué par un temps très sec. Les précipitations tardives qui se sont abattues durant 60 jours à partir de mi-juin ont encore ralenti la croissance des cultures, du fait du manque d'ensoleillement. En juillet, les précipitations ont été abondantes: la pluviosité enregistrée dans la province du Sud Hwanghae a été, par exemple, plus de deux fois supérieure à la moyenne à long terme, ce qui a entraîné de graves inondations dans les champs de paddy et un engorgement des champs de maïs. Des typhons se sont ensuite abattus sur le pays, diminuant la pollinisation du maïs et ravageant entièrement certaines cultures. Les conséquences ont toutefois été moins graves dans le centre du pays qu'au sud. Le temps sec qui a prévalu pendant les récoltes a été apprécié, mais les rendements globaux sont plus

ou moins identiques aux niveaux proches de la normale de l'an dernier, pour le paddy, et affichent une légère hausse pour le maïs.

La répartition des intrants a également restreint le potentiel de rendement. Si l'usage de l'engrais N a progressé de 55 pour cent par rapport à l'an dernier, celui des engrais P et K a diminué de moitié et d'un tiers, respectivement. Ce déséquilibre dans les engrais, déjà observé les années précédentes, est l'une des causes de la faiblesse globale des rendements. Un responsable d'exploitation interrogé a enregistré systématiquement des rendements en paddy deux fois plus élevés que la moyenne nationale car il avait accès à un ensemble équilibré d'engrais. De même, le déficit important en insecticides, herbicides et bâches de plastique pour lits de semis a fortement nui aux rendements moyens, la valeur des pertes dépassant largement celle des intrants. Cependant, l'utilisation accrue de la chaux, le développement constant de l'agriculture de conservation (AC) et la fiabilité du système d'irrigation indiquent que des avancées ont été réalisées et que des bases saines existent. La hausse du nombre de tracteurs en état de marche et l'amélioration de l'accès au diesel pourraient pour leur part prêter à confusion. Il s'agit sans aucun doute de progrès, mais par rapport à une situation de départ très insatisfaisante, et la stratégie de mécanisation n'a pas évolué depuis les années 60. Le nombre de bœufs de trait continue d'augmenter et on observe une mobilisation toujours plus massive de la main-d'œuvre urbaine. L'absence de stratégie de mécanisation claire aggrave encore les difficultés que connaissent les responsables d'exploitation souhaitant accroître les superficies cultivées en agriculture de conservation, technique considérée à juste titre par le Ministère de l'agriculture comme le fondement agronomique indispensable à toute reprise.

Aujourd'hui, alors que le blé d'hiver a été planté et que les superficies d'orge et de pommes de terre primeur ont été planifiées pour le printemps, la capacité de parvenir aux superficies ciblées dépendra des importations de semences réalisées par le Ministère de l'agriculture, compte tenu de la grave pénurie observée sur ce plan. Dans le même temps, les pommes de terre sont conservées dans des silos plus profonds afin de lutter contre les effets du gel, qui a pénétré le sol jusqu'à 1,2 mètre l'an dernier, même dans le sud, tuant ainsi les semences.

En ce qui concerne 2011, la mission estime que la production de paddy a augmenté d'environ 2 pour cent, et celle de maïs d'environ 10 pour cent. S'agissant du soja, la superficie a une nouvelle fois beaucoup progressé (plus 46 pour cent par rapport à 2010), de même que la production (plus 59 pour cent). Cela s'explique par au moins deux facteurs. Premièrement, la part de l'agriculture de conservation a tendance à augmenter et on favorise une rotation plus équilibrée des cultures. Deuxièmement, il a fallu répondre rapidement aux pertes élevées de blé, dues au gel, lesquelles ne pouvaient être entièrement compensées par la culture de la pomme de terre. La politique du Gouvernement encourageant un régime plus nutritif et une rotation agricole plus saine a également pu jouer un rôle. La récolte de la pomme de terre primeur a été très durement touchée par l'hiver rigoureux de cette année, ce qui continue d'être ressenti à travers la pénurie actuelle de semence. Toutefois, les volumes de semences de pomme de terre, de blé et d'orge que le Ministère de l'agriculture prévoit d'importer indiquent que la situation devrait théoriquement redevenir normale durant la campagne 2011/12. Cela dépendra de la fourniture des semences adéquates de pomme de terre, de blé et d'orge aux régions concernées d'ici à mi-mars 2012. Si l'on comprend ces prévisions concernant les récoltes du début de campagne 2012, le volume de denrées alimentaires de base (paddy, autres céréales, soja et pommes de terre en équivalent céréales) produit par les coopératives agricoles, les parcelles individuelles sur les terrains en pente et les jardins potagers devrait se monter au total à un peu moins de 5,5 millions de tonnes en 2011/12, soit une hausse de 8,5 pour cent par rapport à l'an dernier.

Après conversion du paddy en riz usiné et prise en compte des besoins d'utilisation totaux pour l'année, les besoins d'importation sont estimés à 739 000 tonnes de céréales pour la campagne commerciale 2011/12 (novembre/octobre). En tenant compte des importations prévues du

gouvernement, estimées à 325 000 tonnes, la mission prévoit que le déficit vivrier non couvert s'élèvera à 414 000 tonnes. Cela correspond à environ la moitié du déficit non couvert de 2010/11, estimé à 886 000 tonnes (chiffre revu par la Mission d'évaluation rapide de la sécurité alimentaire). Les importations commerciales, l'assistance bilatérale et les premières récoltes n'ont pas suffi à couvrir ce déficit. De mai à septembre 2011, le gouvernement a réduit la ration de céréales du système de distribution publique à 200 grammes ou moins par personne et par jour, ce qui ne couvre qu'un tiers des besoins énergétiques quotidiens minimaux.

Lors de la dernière période de soudure, la réduction des rations du système de distribution publique a beaucoup pesé sur la sécurité alimentaire des ménages. Les ménages dépendant du système de distribution publique ont donc été davantage contraints que durant les années normales à se procurer une part importante de leur alimentation auprès de membres de leur famille vivant à la campagne ou par le biais des mécanismes informels de marché. Ils ont également consommé plus de produits sauvages, en les ramassant individuellement ou en groupes organisés en fonction de leur lieu de travail. De nombreux ménages des coopératives agricoles ont dû compromettre leur propre sécurité alimentaire pour venir en aide à des proches tributaires des systèmes de distribution publique.

Les agriculteurs membres des coopératives de même que les familles dépendantes du système de distribution ont déclaré aux membres de la mission qu'ils avaient diminué le nombre et les quantités de leurs repas, et ce dans une proportion bien plus importante que les années précédentes. Au cours de la période de soudure, on a également observé un déficit important de graisses et de protéines dans les régimes alimentaires, en particulier chez les personnes dépendantes du système de distribution publique. Les services de santé ont indiqué que, par rapport à l'année précédente, les admissions d'enfants mal nourris ont crû de 50 à 100 pour cent dans les services de pédiatrie. Ils ont également fait état d'une hausse importante du nombre d'enfants présentant un faible poids de naissance et d'une incidence plus élevée des œdèmes, en particulier dans le nord et le nord-est. Malgré les appels d'urgence, l'aide alimentaire internationale n'a pas suffi à satisfaire aux besoins des plus vulnérables, c'est-à-dire les enfants, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les personnes âgées.

Pour l'année commerciale en cours (2011/12), il faut fortement accroître les importations commerciales et/ou l'aide extérieure afin de couvrir le déficit. À la mi-2011, la population a connu une période de soudure très difficile, d'où une situation sanitaire et nutritionnelle précaire. Si elles se prolongent, les privations alimentaires auront de graves répercussions sur les jeunes enfants, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes âgées. Des mesures doivent être prises de toute urgence alors que les responsables de la RPDC ont signalé que la ration prévue par le système de distribution publique pour 2011/12 sera de 380 grammes par personne et par jour. Dans ce contexte, il est absolument essentiel que la communauté internationale apporte une aide alimentaire pour répondre aux besoins nutritionnels de ces groupes, en accordant plus d'attention cette fois à la nécessité de compenser le déficit en graisses et en protéines.

La Mission préconise de déployer une série d'interventions nutritionnelles fondées sur l'alimentation en ciblant strictement les segments de population les plus vulnérables. La Mission recommande en particulier que 120 000 tonnes d'aliments composés enrichis, de biscuits enrichis et d'autres denrées riches en protéines soient distribuées aux 3 millions de personnes vulnérables vivant dans les cinq provinces où l'insécurité alimentaire est la plus aiguë, à savoir Ryanggang, Chagang, Nord Hamgyong, Sud Hamgyong et Kangwon ainsi que dans les comtés en déficit vivrier des quatre autres provinces de Nord Pyongan, Sud Pyongan, Nord Hwanghae et Sud Hwanghae. L'existence d'un dispositif complet de contrôle et de notification demeure essentielle pour s'assurer de l'efficacité et de l'efficience de l'aide fournie.

Le présent rapport a été établi par Kisan Gunjal et Tom Morrison pour la FAO et Michael Sheinkman, Samir Wanmali, Cheng Fang, Marina Kalisky, and Andrea Berardo pour le PAM, sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Liliana Balbi
Économiste principal, EST/SMIAR
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Mél: giews1@fao.org

Kenro Oshidari
Directeur régional et Représentant de pays, PAM/OMB
Télécopie: 0066-26554413
Mél: kenro.oshidari@wfp.org

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giews/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante : mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après :

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message :

unsubscribe SMIARAlertes-L

Veillez noter qu'il est maintenant possible de souscrire à des listes de distribution régionales pour recevoir les alertes spéciales et les rapports spéciaux de certaines régions uniquement : Afrique, Asie, Europe ou Amérique latine (SMIARAlertesAfrique-L, SMIARAlertesAsie-L, SMIARAlertesEurope-L et SMIARAlertesAL-L). Pour souscrire à ces listes, veuillez procéder de la même façon que pour la liste de distribution au niveau mondial.